

## Bulletin d'histoire politique

# Le gâchis qu'ils ont fait : comment la droite a ruiné les politiques publiques en Amérique du Nord

Julián Castro-Rea



Volume 21, Number 1, Fall 2012

La droite québécoise hier et aujourd'hui

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1011702ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1011702ar>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique  
VLB éditeur

### ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this article

Castro-Rea, J. (2012). Le gâchis qu'ils ont fait : comment la droite a ruiné les politiques publiques en Amérique du Nord. *Bulletin d'histoire politique*, 21(1), 139–149. <https://doi.org/10.7202/1011702ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2012

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

**é**rudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

## Le gâchis qu'ils ont fait: comment la droite a ruiné les politiques publiques en Amérique du Nord

JULIÁN CASTRO-REA  
*Université de l'Alberta*

Entièrement plongés dans la mondialisation depuis au moins deux décennies déjà, nous, habitants de l'Amérique du Nord, sommes habitués à percevoir certains traits marquants de la région comme relevant presque des événements naturels. Qu'il s'agisse de l'Accord de libre échange de l'Amérique du Nord (ALENA), des inégalités sociales ou de la prédominance des États-Unis, on en est venu à croire que tout cela ne pourrait pas s'être produit autrement.

En réaction contre cette perception, cet article vise à proposer une grille alternative d'analyse et d'interprétation. Je veux montrer que plusieurs caractéristiques centrales de la réalité sociale nord-américaine, qui semblent mettre en évidence l'incapacité des institutions en place pour identifier, gérer et trouver des solutions à des problèmes sociaux, sont en fait le résultat de choix politiques concrets, animés par une idéologie conservatrice de droite. Cette idéologie comprend un ensemble de principes apparemment rationnels et cohérents au niveau du discours, mais qui au niveau pratique mènent vers des politiques publiques déficientes, biaisées et même contradictoires. En orientant l'action des institutions publiques avec ses croyances idéologiques, la droite conservatrice nord-américaine a donc mené plusieurs politiques publiques vers une impasse d'inefficacité et d'injustice.

Cet objectif, sans doute ambitieux, devra forcément être circonscrit et abordé par étapes, voire à peine esquissé dans le cadre forcément limité de cet article. Il faut d'abord fournir quelques définitions de base, et expliquer les origines de la spécificité de la droite dans chacun des trois pays qui composent l'Amérique du Nord, tout en élaborant sur les jalons de son évolution depuis l'après-guerre. Ensuite, il faudra faire état de la convergence récente de ces trois trajectoires distinctes, accélérée depuis les années 1990, et de la création de la droite transnationale en Amérique du

Nord. Enfin, il faudra expliquer, de manière d'illustration, certains domaines de politique publique marqués par les approches idéologiques où les contradictions sont les plus apparentes. Étant donné que le nombre des politiques influencées par la droite de quelque façon que ce soit est très grand, ce chapitre en abordera seulement trois : la migration, la politique de sécurité et de défense, et la libéralisation commerciale.

### **Le conservatisme et la droite politique : quelques définitions**

Les termes «conservatisme» et «droite» ne veulent pas dire la même chose, mais à certains égards ils se recourent. Dans les lignes qui suivent, je présenterai une définition abrégée de chacun de ces concepts.

Le conservatisme est, dans le sens moderne du terme, l'ensemble de principes de pensée et d'action qui se méfient du changement social rapide, et préfèrent la stabilité et la fidélité à l'ordre établi et les traditions héritées du passé. Justement à cause de cela, la façon dont le conservatisme se manifeste varie d'un pays à l'autre. Dans la tradition britannique, articulée par Edmund Burke, le conservatisme comprend six principes de base<sup>1</sup> :

1. Croyance dans un ordre moral éternel, auquel toute société doit forcément s'ajuster ;
2. La continuité sociale comme valeur primordiale ;
3. La foi absolue dans la sagesse des ancêtres comme guide pour les décisions du présent ;
4. La prudence et la parcimonie dans les actions gouvernementales ;
5. Les variations entre sociétés doivent être maintenues, ainsi que les distinctions entre individus et classes sociales ;
6. Méfiance dans la poursuite des utopies, dans la mesure où les êtres humains seront toujours imparfaits et incapables de comprendre la vie sociale et par conséquent de la réarranger de façon radicale.

Pour sa part, l'essentiel de la pensée de droite est une vision pessimiste de la nature humaine et de la société, qui mène à prôner un ordre social où les individus sont capables de veiller sur leurs propres intérêts sans intervention de l'État ou de qui que ce soit. Selon la pensée de droite, seulement les individus peuvent tailler leur succès ou leur échec en société, le rôle de l'État doit donc se borner à garantir un environnement où les personnes et leur propriété seront protégées des ravages potentiels, provoqués soit par l'ambition d'autrui, soit par l'anarchie. La quête de l'égalité est une illusion,

le plus qu'une société démocratique peut faire est de garantir l'égalité d'opportunité pour tous<sup>2</sup>.

Par conséquent, alors que le conservatisme signifie essentiellement un souci de préserver l'ordre établi et éviter des bouleversements rapides, la droite fait référence à une vision pessimiste des relations humaines, selon laquelle chaque individu doit veiller sur ses propres intérêts et tailler sa place dans la société sans espérer la solidarité de l'État ou des autres individus.

Suivant ces définitions, il est compréhensible que les deux concepts se chevauchent en matière économique chez des gens ou des acteurs politiques qui désirent préserver la primauté du marché. Autant les conservateurs que les gens de droite se méfient des interventions de l'État dans le domaine de l'économie, et préfèrent laisser la concurrence agir sans entraves, dans la mesure où elle fait partie des institutions établies.

Par contre, les deux syndromes idéologiques peuvent entrer en opposition lorsque les conservateurs défendent les mœurs traditionnelles et le système hiérarchique établi, alors que la droite favorise la liberté individuelle à tout prix. Tandis que les conservateurs cherchent à maintenir les institutions héritées du passé, la droite est portée à mettre en pratique des changements que favorisent leurs choix idéologiques, même s'ils sont porteurs de changement social rapide. La droite peut ainsi être radicalement anti-conservatrice, alors que le conservatisme peut saper les principes individualistes de la droite.

Loin d'être un débat purement philosophique, l'opposition entre les conservateurs et la droite a des conséquences sur la vie politique en Amérique du Nord, comme nous le verrons plus loin dans cet article.

### **La droite en Amérique du Nord: trois démarches distinctes**

Les mouvements et les organisations de droite dans chacun des pays nord-américains ont des origines très différentes. Pendant des décennies, les points de contact entre ces mouvements à travers les frontières demeureront limités. Cette situation allait changer dans les années 1990, dans la foulée du débat sur l'établissement de l'ALENA.

Le conservatisme est au Canada, on le sait, un trait génétique. L'analyse classique, entreprise par Gad Horowitz<sup>3</sup> et développée en profondeur par Seymour Lipset, soutient qu'à l'origine même du Canada en tant que projet politique distinct se trouve le rejet du changement rapide et en profondeur. En refusant de se joindre aux Treize Colonies dans leur poursuite de l'indépendance, les colonies au nord de la Nouvelle-Angleterre ont réaffirmé leur loyauté à l'Empire Britannique, en accueillant les populations opposées à l'indépendance et en recréant chez elles les institutions métropolitaines.

Le Québec a, lui aussi, décliné l'invitation de se joindre aux rebelles de la Nouvelle-Angleterre, bien que pour des raisons différentes mais également conservatrices. Comme on le sait, le Congrès et certains chefs politiques des États-Unis ont courtisé les Canadiens d'alors pour qu'ils se joignent à la nouvelle nation. Il y a pourtant une division de classes à ce sujet :

D'une part, l'élite, le clergé et les seigneurs, conscients de leurs intérêts de classe, se rangent du côté des Britanniques et étalent leur loyalisme, et d'autre part, le peuple montre qu'il n'est pas convaincu des bienfaits de l'Acte de Québec, préfère rester neutre, manifeste même une neutralité bienveillante à l'égard des révolutionnaires américains et se montre réceptif aux idées politiques de nos voisins du sud<sup>4</sup>.

Ainsi, les élites canadiennes-françaises ne voyaient certainement aucun avantage à faire partie d'une république à visées égalitaires, où les anciennes hiérarchies seraient abolies et où il y aurait une séparation nette entre l'Église et l'État. Quoi qu'on dise dans les révisions contemporaines de l'histoire, à saveur nationaliste, la permanence du Québec dans l'Empire Britannique vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle a été le produit d'une décision consciente, prise par les élites canadiennes-françaises de l'époque<sup>5</sup>.

C'est ainsi que l'Acte de l'Amérique du nord britannique, donnant naissance au Dominion du Canada en 1867, a adopté par défaut les institutions britanniques pour son organisation politique. Dans cet acte fondateur, le Parti Conservateur a joué un rôle central, qui allait demeurer de même tout au long de l'histoire du Canada jusqu'en 1993. Cette année-là, la défaite historique du gouvernement Mulroney a forcé le Conservateurs à réviser les fondations mêmes de leur parti.

La fusion du Parti Conservateur avec l'Alliance Canadienne en 2003 représente, au-delà de l'avantage stratégique de l'union des forces de droite au moment des élections, la convergence des deux traditions conservatrices principales au Canada. D'une part, les anciens Conservateurs, qui assaisonnaient leur méfiance à l'égard du changement social avec une sorte de conscience sociale — un mélange à l'origine de ceux que l'on a nommé les « Red Tories ». D'autre part, la tradition populiste de l'Ouest canadien, axée sur l'individualisme typique de la droite. Désormais le conservatisme canadien aurait un nouveau visage, dans lequel cohabiteraient les divers courants conservateurs et de droite présents dans ce pays.

Le fait que les États-Unis soient nés d'un mouvement d'indépendance ne veut pas pour autant dire qu'il s'agisse là forcément d'un pays révolutionnaire. Au contraire, de l'avis de plusieurs historiens des idées politiques<sup>6</sup>, les fondations mêmes de ce pays sont empreintes d'éléments conservateurs. Certes, le mouvement d'indépendance était fortement influencé par le libéralisme, mais il a aussi laissé intactes plusieurs compo-

santes de l'ancien régime : le régime de propriété, l'esclavage, la primauté des élites dans la formation des gouvernements, l'accent sur la liberté par-dessus l'égalité, etc.<sup>7</sup> C'est pour cela que les mouvements conservateurs de droite contemporains aux États-Unis peuvent aisément faire appel aux principes fondateurs de leur pays pour nourrir leur opposition à changer le *statu quo*.

Le conservatisme est si important pour la définition de ce pays qu'il est devenu un thème majeur de son « exceptionnalisme ». Il s'agit pourtant d'une version de conservatisme différente de celle de Burke, beaucoup plus proche des idéaux de la droite : anti-étatique, libertarienne, patriotique, anti-élitiste.

En contraste avec le Canada, le conservatisme aux États-Unis ne se borne pas à un parti politique, il s'agit plutôt d'un mouvement complexe qui puise ses racines dans tous les recoins de la société civile : organisations communautaires, Églises, universités, *think tanks*, etc. L'affinité des idées de droite avec le credo et la pratique du capitalisme fait des entreprises privées des alliés naturels de ce genre de conservatisme, lui fournissant des ressources et de la légitimité sociale pour faire avancer leur cause commune.

Cela dit, à l'instar du conservatisme canadien, la recherche d'un avantage électoral poussera la plupart des conservateurs au États-Unis à converger vers une seule formation politique : le Parti Républicain. Ce parti n'a pas toujours été porteur des idées de la droite. En fait, à sa naissance en 1854 il regroupait les politiciens anti-esclavagistes, avec tellement de succès que quatre ans plus tard il a réussi à faire élire son candidat présidentiel, Abraham Lincoln. Après la Guerre Civile, les Républicains allaient devenir l'un des deux partis principaux dans le pays, contrôlant la Maison Blanche et le Congrès pendant la plupart des années de la période allant de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à la crise économique déclenchée en 1929.

Le parti ne retournera au pouvoir qu'avec l'élection du héros de la 2<sup>e</sup> guerre Dwight Eisenhower. Ce sera durant la décennie des années 1950 que le parti deviendra décidément de droite, fort de l'appui d'anciens Démocrates du sud opposés au déclin des politiques ségrégationnistes. Gravement blessé par le scandale du Watergate et ses séquelles, le parti est néanmoins retourné au pouvoir, de façon catégorique, avec l'élection de Ronald Reagan. Au cours des années 1980, les Républicains développeront leur visage actuel, et graduellement s'imposeront comme la force politique la plus puissante du pays.

Le Parti Républicain d'aujourd'hui est une combinaison d'au moins trois formes contrastantes de conservatisme : les individualistes libertariens, les conservateurs chrétiens et les militaristes patriotiques<sup>8</sup>. Cette cohabitation pragmatique contient pourtant le germe de profondes

contradictions au sein du parti, qui s'expriment autour de politiques publiques concrètes, comme nous le verrons plus tard dans cet article.

Quant au Mexique, l'histoire de ce pays depuis son indépendance en 1821 et tout au cours du XIX<sup>e</sup> siècle peut être comprise en suivant l'affrontement des factions libérales et conservatrices. Porfirio Díaz, président depuis 1876 jusqu'en 1911, a réussi dans l'improbable : il a créé une synthèse entre les deux factions, ce qui est à l'origine de sa permanence au pouvoir pour une si longue période de temps<sup>9</sup>.

La révolution mexicaine au tournant du XX<sup>e</sup> siècle a fait basculer cet équilibre. L'État qui en résulte est authentiquement révolutionnaire, dans la mesure où il vise à changer les fondements de la société en place. En réaction, des mouvements conservateurs ne tardent pas à apparaître. D'abord, une révolte populaire animée par l'Église catholique, appelée *la Cristiada*, s'affronte à l'État révolutionnaire entre 1926 et 1929. Ensuite, une alliance de conservateurs catholiques et des gens issus du milieu des affaires crée le Parti d'Action Nationale (PAN) en 1939. Inspiré par des idéologies conservatrices et catholiques, telle que l'Action Française de Charles Maurras, d'où le parti prend d'ailleurs son nom, PAN est devenu le choix conservateur par excellence dans les urnes. D'abord marginal, PAN est néanmoins parvenu en 2000 à déloger du pouvoir les héritiers de la révolution<sup>10</sup>.

Dans les trois pays nord-américains, donc, différentes factions conservatrices et de droite se sont rassemblées autour d'un seul parti afin de maximiser leur impact politique. Ce faisant, elles ont dû faire des compromis, supportables au moment de l'alliance, mais souvent difficiles à tenir lorsque des décisions concrètes doivent être prises.

### **Convergence pragmatique : l'apparition de la droite transnationale en Amérique du Nord**

Les trois traditions conservatrices distinctes en Amérique du Nord n'avaient pas vraiment des raisons profondes pour s'entraider au cours de leur évolution. Après tout, l'espace politique de chaque pays demeurait, à toutes fins pratiques, étanche par rapport aux autres. Cette situation allait changer dès le début des années 1990, comme résultat du concours de certains intérêts politiques spécifiques.

Le projet de l'ALENA a été conjointement concocté par une alliance des gouvernements fédéraux et du milieu des affaires mondialisé dans les trois pays. Ces acteurs politiques ont depuis lors en commun une vision semblable des relations économiques, et de l'environnement politique nécessaire pour que ces relations fleurissent<sup>11</sup>. Cette vision est beaucoup plus proche entre eux que comparée à celle de la majorité de leurs compatriotes dans chacun des pays concernés<sup>12</sup>. Voilà pourquoi la libéralisation

commerciale a permis l'apparition d'une « droite transnationale » en Amérique du Nord<sup>13</sup>.

Désormais, les partis conservateurs et leurs alliés d'affaires travaillent ensemble pour faire en sorte que le modèle économique ne change pas. Il s'agit d'un modèle qui garantit la primauté du marché sur l'espace publique, un « fondamentalisme de marché », selon l'expression concoctée par George Soros, dans les trois pays, et où par conséquent l'intervention étatique dans l'économie est limitée. Donc, un modèle clairement défini par les idées de la droite.

Comme on le sait, la question du démantèlement de l'État est à l'ordre du jour dans chacun des pays. Amorcée aux États-Unis avec Reagan (1980-1988), l'approche sera imitée au Mexique par Carlos Salinas (1989-1994) et enfin suivie au Canada de façon plus graduelle à partir de Mulroney (1984-1993). La transformation est si puissante que, désormais, même si le parti qui se trouve au pouvoir change, cela importe peu pour le maintien du modèle, l'ALENA le protège et garantit qu'il demeurera en place. L'entente commerciale est dans les faits devenue une sorte de « constitution externe », qui impose des limites dans les choix des politiques publiques que ces pays adoptent, en particulier dans le domaine des politiques économiques<sup>14</sup>. Grâce à la nature décentralisée du fédéralisme canadien, dans ce pays, le démantèlement fut d'abord et de façon plus radicale mis en pratique dans les provinces plutôt qu'au fédéral. En guise d'exemple, rappelons l'Ontario de Mike Harris et l'Alberta de Ralph Klein dans les années 1990.

Enfin, il ne faut pas oublier que le Québec ne fait pas exception dans cette tendance. Le tournant pro-marché amorcé avec l'appui à l'accord de libre-échange Canada-États-Unis par le deuxième gouvernement Bourassa (1985-1989)<sup>15</sup> s'est décidément consolidé avec le gouvernement de Lucien Bouchard qui, dans la suite de l'après-référendum de 1995, a mis l'accent sur le désengagement de l'État, notamment le rapport Facal de 1997 qui s'éloignait de la position traditionnelle du PQ en matière économique<sup>16</sup>. Plus récemment, le thème de la réingénierie de l'État avancé par Jean Charest s'inscrit aussi dans ce mouvement de désétatisation prédominant en Amérique du Nord, fortement influencé par la droite conservatrice.

### **Les contradictions idéologiques : migration, défense et commerce international**

Les mouvements conservateurs de droite sont composés dans les trois pays considérés d'un ensemble d'éléments disparates, allant des organisations religieuses jusqu'aux libertariens, passant par les factions politiques proches du milieu des affaires. Bien que ces éléments doivent faire front



commun afin de maximiser leur efficacité politique, leurs voix s'avèrent dissonantes lorsque vient le temps de mettre en pratique leurs principes idéologiques.

Le premier domaine où cette contradiction est claire est la politique de migration aux États-Unis et au Canada. D'une part, les milieux des affaires reconnaissent la contribution des migrants mexicains en tant que travailleurs, dans la mesure où ils fournissent une main-d'œuvre abondante, fiable et à bon marché, qui rend certaines industries viables, voire rentables. D'autre part, les groupes nativistes qui militent dans les mouvements de droite s'opposent vigoureusement à la présence de ces travailleurs, les accusant de saper l'identité et les mœurs traditionnelles. Une politique incohérente et contradictoire s'ensuit, faisant payer les migrants pour les pots cassés de cette tension politique : d'un côté les employeurs les demandent, et les incitent donc à offrir leurs services en sol états-unien, de l'autre côté les groupes anti-immigrants les fustigent comme des délinquants communs et exigent leur déportation<sup>17</sup>. Bien que mitigée, une situation semblable se produit au Canada, où des travailleurs temporaires sont d'abord recherchés à l'étranger, et ensuite renvoyés dans leur pays suivant les fluctuations du marché du travail.

La politique de défense exprime elle aussi les contradictions du credo conservateur de droite. Suivant cette conviction idéologique, il est censé de bâtir des forces armées musclées, dans la mesure où elle perçoit le monde comme un domaine anarchique où chaque pays doit trouver les moyens de se défendre afin de survivre. Par contre, les dépenses considérables impliquées dans la création et le maintien des forces armées de taille, au niveau jugé approprié par la droite, violent un autre principe capital de la droite : la croyance en un État minimal, avec un budget équilibré. Cette croyance a mené les gouvernements Bush (2001-2008) à des dépenses sans précédent, qui ont plongé le budget public des États-Unis dans le pire déficit de son histoire<sup>18</sup>. Au Canada, le gouvernement Harper est tombé dans la même contradiction. Dans le budget annoncé en mars 2010, un total de 280,5 millions a été consacré à la défense, ce qui représente plus de 7% des dépenses fédérales pour cette année-là.

Mais ce n'est pas tout. En 2008, la « Stratégie de défense *Le Canada d'abord* » a présenté un résumé de toutes les dépenses militaires existantes et futures, avec un grand total impressionnant de 490 milliards, étalés sur 20 ans<sup>19</sup>. Ce montant représente autour d'un tiers du PIB actuel du Canada. Compte tenu de cette générosité avec les militaires, on a du mal à croire en la parcimonie des Conservateurs et à leurs appels à l'austérité budgétaire.

Au Mexique, la lutte contre le trafic de drogues met en relief encore une autre série de contradictions. La participation sans bornes des forces armées dans cette lutte, amorcée en décembre 2006 par le gouvernement Calderón, a pour but immédiat la défense de deux valeurs conservatrices

incontestables : l'ordre et le respect de la loi, imposés par des moyens musclés. Pourtant, cette participation entre en conflit direct avec le contrôle des libertés individuelles, telles que la liberté de mouvement, l'inviolabilité du domicile, la sécurité personnelle, etc., qui sont des valeurs sacrosaintes de la droite. Cette contradiction était d'ailleurs déjà manifeste dans les mesures adoptées tant aux États-Unis comme au Canada suite aux événements du 11 septembre 2001, dont les tristement célèbres Patriot Act et la législation anti-terroriste canadienne (Lois C-36 et C-42)<sup>20</sup>.

La libéralisation commerciale même, mise en opération avec l'ALENA montre, elle aussi, des origines conservatrices et des contradictions internes de taille. L'ALENA a été établi avec la présomption que l'expansion du marché est une bonne chose en soi, puisqu'elle permet que les firmes profitent des économies d'échelle, et produisent davantage à des coûts unitaires réduits. Selon les principes de la droite, ce bonus pour les entreprises est censé profiter à tout le monde : les consommateurs avec des prix réduits, les travailleurs avec des emplois plus abondants et mieux payés, l'État avec la génération de revenus fiscaux accrus, et ainsi de suite. Il n'est pas vraiment nécessaire, selon cette logique, de faire quoi que ce soit pour que les bénéfices de la croissance économique touchent tout le monde, étant donné que les mécanismes d'équilibre du marché s'en occupent.

Or la réalité est tout à fait différente. Dans les trois pays nord-américains, les promesses de prospérité généralisée se font toujours attendre, plus de quinze ans après la mise en opération de l'ALENA, malgré la croissance soutenue des exportations, des investissements et des profits des entreprises. Là où le bat blesse davantage est dans la disparité croissante entre la productivité des travailleurs et l'augmentation proportionnelle de leurs salaires réels. Autrement dit, leur contribution aux profits des entreprises ne s'est pas reflétée sur l'amélioration de leurs conditions de vie, dans certains cas ces conditions se sont même détériorées<sup>21</sup>. Cela est d'autant plus clair au Mexique, où les disparités socio-économiques et la pauvreté n'ont pas cessé d'augmenter malgré la libéralisation commerciale<sup>22</sup>.

## **Conclusion : les ravages des lunettes idéologiques**

Ce bref article a eu pour but de présenter une vision, comparée et très générale, du conservatisme de droite en Amérique du Nord, en présentant ses traits marquants et les jalons de son histoire. D'un point de vue contemporain, il importe de souligner les conséquences de la prépondérance des idéologies de droite dans la conduite des affaires publiques. En utilisant trois domaines de politique publique à manière d'exemple, migration, défense et commerce international, l'article suggère que les contradictions inhérentes aux idéologies conservatrices de droite ont mené ces politiques

vers une impasse, d'où elles ne pourront sortir qu'en mettant en pratique des approches alternatives aux recettes conservatrices de droite.

Si les idéologies de droite n'offrent pas une boussole efficace pour ceux qui prennent des décisions dans ces domaines, pourquoi donc prédominent-elles en Amérique du Nord ? Pourquoi sont-elles si puissantes, au point qu'elles marginalisent, voire excluent des approches alternatives ? La réponse se trouve dans le pouvoir politique détenu par les acteurs promoteurs de ces idéologies, et les forts intérêts économiques qui les appuient. Ces agents sont capables de maintenir leur mainmise sur la chose publique grâce à l'emploi de techniques raffinées de communication politique, leur garantissant l'appui de l'opinion publique, et grâce à leur recours constant au populisme comme moyen d'attirer le vote<sup>23</sup>.

Tant qu'il n'y aura pas une conscience chez les masses des conséquences funestes de la gouvernance de droite, il est fort probable que cette mainmise sera consolidée plutôt qu'affaiblie dans un avenir proche..

#### NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Tel que cela a été expliqué par Walter Bagehot, selon Kirk, Russell (dir.), *The Portable Conservative Reader*, New York, Penguin, 1982, p. xv-xvii.
2. Alain Noël et Jean-Philippe Thérien, *Left and Right in Global Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008, p. 21-22.
3. Horowitz, Gad, «Conservatism, Liberalism, and Socialism in Canada: An Interpretation» dans Ajzenstat, Janet et Peter J. Smith (dir.), *Canada's Origins: Liberal, Tory or Republican?*, Ottawa, Carleton University Press, 1995, p. 21-44.
4. Monière, Denis, *Le développement des idéologies au Québec. Des origines à nos jours*, Montréal, Éditions Québec/Amérique, 1977, p. 101
5. Monette, Pierre, *Rendez-vous manqué avec la révolution américaine. Les adresses aux habitants de la province de Québec diffusées à l'occasion de l'invasion américaine de 1775-1776*, Montréal, Québec Amérique, 2007.
6. Voir par exemple Kirk (dir.), *The Portable Conservative Reader...*, qui nous rappelle que Burke, fondateur de la pensée conservatrice moderne, prisait le mouvement d'indépendance des États-Unis comme exemple de changement positif, dans la direction optimale pour la préservation des institutions fondamentales. Voir aussi Micklethwait, John et Adrian Wooldridge, *The Right Nation. Conservative Power in America*, New York, The Penguin Press, 2004, p. 11-14.
7. Dahl, Robert, *How Democratic is the American Constitution?*, New Haven, Yale University Press, 2003.
8. Micklethwait et Wooldridge, *The Right Nation...*, p. 15.
9. Perry, Laurens B., *Juárez and Díaz: Machine Politics in Mexico*, DeKalb: Northern Illinois University Press, 1978.
10. Loaeza, Soledad, «The National Action Party (PAN): From the Fringes of the Political System to the Heart of Change» dans Mainwaring, Scott and Timothy R. Scully (dir.), *Christian Democracy in Latin America: Electoral Competition and Regime Conflicts*, Stanford, Stanford University Press, 2003, p. 196-246.

11. Faux, Jeff, *The Global Class War. How America's Bipartisan Elite Lost Our Future and What It Will Take to Win It Back*, Hoboken, John Wiley, 2006.
12. O'Brien, Robert, «North American Integration and International Relations Theory», *Canadian Journal of Political Science*, vol. 28, no. 4, décembre 1995, p. 693-724.
13. Castro-Rea, Julián, «Assessing North American Politics after September 11. Security, Democracy, and Sovereignty» dans Ayres, Jeffrey and Macdonald, Laura (dir.), *Contentious Politics in North America: National Protest and Transnational Collaboration under Continental Integration*, Londres, Palgrave Macmillan, 2009, p. 35-53.
14. Clarkson, Stephen, «Locked in? Canada's External Constitution under Global Trade Governance» dans *American Review of Canadian Studies*, vol. 33, no. 2, été 2003, p. 145-172.
15. Balthazar, Louis et Alfred O. Hero Jr, *Le Québec dans l'espace américain*, Montréal, Québec/Amérique, 1999, p. 72-73.
16. Rouillard, Christian et al., *De la réingénierie à la modernisation de l'État québécois*, Québec, PUL, 2008, p. 31.
17. Mize, Ronald. L. et Alicia Swords, *Consuming Mexican Labour. From the Bracero Program to NAFTA*, Toronto, University of Toronto Press, 2011.
18. Huit cents cinq milliards de dollars des États-Unis seulement en 2005. Pour cette donnée et une analyse du «keynésianisme militaire» mis en pratique par George Bush, voir Johnson, Chalmers, *Nemesis. The Last Days of the American Republic*, New York, Henri Holt, 2006, p. 270-277
19. Gouvernement du Canada, Département de la défense nationale, *Canada First Defence Strategy*, Ottawa, juin 2008, p. 12
20. Castro-Rea, «Assessing North American Politics...»
21. Faux, *The Global Class War...*, p. 129-140.
22. Audley, John J. et al., *NAFTA's Promise and Reality. Lessons from Mexico for the Hemisphere*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 2004 et Malkin, Elisabeth, «Nafta's Promise, Unfulfilled», dans *The New York Times*, 23 mars 2009.
23. Castro-Rea, Julián, «Why is the Right Winning in North America? Comparisons and Mutual Influences in Canada, Mexico and the United States», dans Galeana, Patricia (dir.), *Historia comparada de las Américas*, Mexico City, Pan American Institute of Geography and History, 2009, p. 535-562.